

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

CLIENT

MISSION LOCALE ISERE DRAC VERCORS - MLIDV

Association

72 Mail Marcel Cachin

BP 122

38600 Fontaine

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable

et de Commissariat aux Comptes

au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris – Ile de France et membre de la

Compagnie régionale de Paris

RCS PARIS B 632 013 843

44 Quai Charles de Gaulle

CS 60095

69463 Lyon Cedex 06

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Mission Locale Isère Drac Vercors Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association MLIDV, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les subventions obtenues et leur affectation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Lyon, le 28 mai 2015

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International



Luc Williamson
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2014 12			Exercice N-1 31/12/2013 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	21 624	14 913	6 710	949	5 761	606.76
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
Installations techniques Matériel et outillage							
Autres immobilisations corporelles	95 075	83 038	12 037	3 682	8 354	226.86	
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)							
Participations mises en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
	TOTAL I	116 698	97 951	18 747	4 632	14 115	304.73
	Comptes de liaison TOTAL II						
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	CREANCES (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés						
	Autres créances	126 948		126 948	151 889	24 941	16.42
Valeurs mobilières de placement	18		18	18			
Instruments de trésorerie							
Disponibilités	180 882		180 882	80 675	100 207	124.21	
Charges constatées d'avance (3)	5 400		5 400	3 953	1 447	36.61	
	TOTAL III	313 248		313 248	236 535	76 714	32.43
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V) Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	429 947	97 951	331 995	241 167	90 829	37.66

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2014 12	31/12/2013 12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	54 165	54 165		
	Report à nouveau	45 055	34 327	10 728	31.25
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédents ou Déficits)	24 392	10 728	35 120	327.37
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Ecarts de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 675	5 917	2 758	46.62	
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
	TOTAL I	42 177	15 026	27 150	180.69
	TOTAL II				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	83 128	67 365	15 763	23.40
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	TOTAL III	83 128	67 365	15 763	23.40
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 461	16 650	18 811	112.98
	Dettes fiscales et sociales	139 230	136 455	2 774	2.03
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	32 000	5 670	26 330	464.37
	TOTAL IV	206 691	158 775	47 915	30.18
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	331 995	241 167	90 829	37.66

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

174 691

153 105

ANNEXE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	14 781		6 843
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	87 646		16 353
TOTAL	87 646		16 353
TOTAL GENERAL	102 427		23 195

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			21 624	21 624
TOTAL			21 624	21 624
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		8 924	95 075	95 075
TOTAL		8 924	95 075	95 075
TOTAL GENERAL		8 924	116 698	116 698

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles		1 082		14 913
TOTAL	13 831	1 082		14 913
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	83 964	3 495	4 420	83 038
TOTAL	83 964	3 495	4 420	83 038
TOTAL GENERAL	97 795	4 577	4 420	97 951

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	1 082				
TOTAL	1 082				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 495				
TOTAL	3 495				
TOTAL GENERAL	4 577				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	67 365	15 763			83 128
TOTAL	67 365	15 763			83 128
TOTAL GENERAL	67 365	15 763			83 128
Dont dotations et reprises exceptionnelles		15 763			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Divers état et autres collectivités publiques		100 167	100 167	
Débiteurs divers		26 781	26 781	
Charges constatées d'avance		5 400	5 400	
TOTAL		132 348	132 348	

Etat des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés		35 461	35 461		
Personnel et comptes rattachés		50 700	50 700		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		84 938	84 938		
Autres impôts taxes et assimilés		3 592	3 592		
Produits constatés d'avance		32 000	32 000		
TOTAL		206 691	206 691		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	23 667
Total	23 667

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 619
Dettes fiscales et sociales	88 120
Total	96 739

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		5 400
Total		5 400
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		32 000
Total		32 000

ANNEXE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
- Etat	381 233
- Région	316 897
- Département	78 772
- Pole Emploi	41 170
- SIRD	119 500
- CCMV	25 234
- Métropole Grenobloise	36 000
- Sivom	44 860
- Mairie	
- Autres	
Total	1 058 879

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres		
Employés	4	
Total	20	
	24	

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en fonction, pour chaque salarié, de son âge, de son ancienneté dans l'association et de son salaire.

La Convention Collective dont dépend l'association est la suivante : Missions Locales & PAIO

L'engagement total estimé au 31/12/2014 est de **83 128 €**.

Une provision pour charge a été comptabilisée; L'impact sur le résultat de cet exercice est de 15 763 €.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
59 ans	moins d'un an	
54 à 58 ans	1 à 5 ans	24 572
50 à 54 ans	6 à 10 ans	19 902
40 à 49 ans	11 à 20 ans	24 486
30 à 39 ans	21 à 30 ans	11 731
moins de 30 ans	plus de 30 ans	2 437
Engagement total		83 128

ANNEXE

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite volontaire à 62 ans
- profil de carrière à progression de 1%
- rotation des effectifs faible
- taux d'actualisation de 1.49%

Droit individuel à la formation

Dans le cadre du droit individuel à la formation institué par la loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, au 31/12/2014, le volume d'heures de formation cumulées relatif aux droits acquis et non exercés est de **2280 heures**, la valeur correspondante est estimée à 20 862 euros.